



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2018
GEMEENTERAAD VAN 22 MEI 2018

REGISTRE

REGISTER

Présents
Aanwezig

Francis Delpérée, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ,
Benoît Ceixhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,
Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons,
Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,
Jean-Claude Laes, Claude Carels, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Uysel,
Carla Dejonghe, Françoise de Callatay-Herbiet, Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joelle Raskin,
Michel Vandercam, Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Alexandre Pison, Aymeric de Lamotte,
Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Marina Vamvakas, Sophie Liègeois, Claire
Renson-Tihon, Odile Callebaut, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden* ,
Georges Mathot, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*

Excusé
Verontschuldigd

Willem Diaps, *Conseiller communal/Gemeenteraadslid*

Ouverture de la séance à 20:05
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

22.05.2018/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 24.04.2018**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 24.04.2018

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 24.04.2018

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsliden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke

bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ,

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 24.04.2018 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmeis : 24 positieve stemmen

22.05.2018/A/0002 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - Représentation de la commune au sein des assemblées générales, des conseils d'administration, des collèges et des comités - S.C.R.L. BRUTELE - Désignation des délégués à l'assemblée générale - Proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration - Dispositions**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 123 8° et 270 ,

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ;

Vu l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales ,

Considérant que l'article 2, § 1^{er} de l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionariat ;

Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après CDLD) sort intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se voient donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ;

Vu les courriers du 18.04.2018 et 20.04.2018 de l'intercommunale BRUTELE, par laquelle celle-ci informe la commune de la tenue de l'assemblée générale ordinaire en date du 15.06.2018, ainsi que de la tenue d'une assemblée générale extraordinaire à la même date en vue de procéder au renouvellement du conseil d'administration de ladite intercommunale conformément au décret du 28.03.2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Considérant que conformément à l'article L1523-11 du CDLD et à l'article 32 des statuts de ladite intercommunale, il revient au conseil communal de désigner en son sein, pour la durée de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, les cinq délégués de la commune à l'assemblée générale de ladite intercommunale proportionnellement à la composition dudit conseil, étant entendu que trois des délégués au moins doivent être issus de la majorité au Conseil communal ;

Vu l'article 13 des statuts de ladite intercommunale qui stipule que les communes bruxelloises pourront être représentées par 10 administrateurs désignés à la proportionnelle des résultats des dernières élections communales sur l'ensemble des 6 conseils communaux des communes bruxelloises associées ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir la représentation de la commune au sein du conseil d'administration de ladite intercommunale, pour la durée de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui

interviendra après les élections communales d'octobre 2018 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ,
Sur proposition faite par le Collège des Bouigmestre et Echevins ;
DECIDE :

1. de désigner .

- M. Pascal LEFÈVRE, échevin
- M. Michel VANDERCAM, conseiller communal
- M. Christophe DE BEUKELAER, échevin
- M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal
- M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal

dans le cadre de la représentation de la commune en tant que délégués à l'assemblée générale de l'intercommunale BRUTELE

2 de proposer :

- M. Damien DE KEYSER, échevin

dans le cadre de la représentation de la commune en tant qu'administrateur(s) au sein du conseil d'administration de l'intercommunale BRUTELE.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

22.05.2018/A/0003 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. BRUTELE - Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 15.06.2018 - Vote sur l'ensemble des points mis à l'ordre du jour de ces assemblées générales**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 123, 8° et 270 ;

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ,

Vu l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales ;

Considérant que l'article 2, § 1^{er} de l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionnariat

Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après CDLD) sort intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se voient donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ;

Vu les courriers du 18.04.2018 et 20.04.2018 de l'intercommunale BRUTELE, par laquelle celle-ci informe la commune de la tenue de l'assemblée générale ordinaire en date du 15.06.2018, ainsi que de la tenue d'une assemblée générale extraordinaire à la même date en vue de procéder au renouvellement du conseil d'administration de ladite intercommunale conformément au décret du 28.03.2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de ladite intercommunale du 15.06.2018 ,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de ladite intercommunale du 15.06.2018 ;

DECIDE :

- 1 de voter comme suit pour chacun des points mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale BRUTELE du 15.06.2018, à savoir :
 - Rapport d'activité et Rapport de gestion . abstention ,
 - Nominations statutaires : approbation ;
 - Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration : approbation ;
 - Rapport de rémunération . abstention ,
 - Rapport du Collège des contrôleurs aux comptes, membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises : approbation ;
 - Bilan au 31.12.2017 et Comptes de Résultats de l'Exercice 2017 - Affectation du résultat . approbation ;
 - Décharge au Collège des commissaires réviseurs pour l'exercice 2017 : approbation ;
 - Décharge aux Administrateurs pour l'exercice 2017 : approbation ;
2. d'approuver le point mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale BRUTELE du 15.06.2018, à savoir : nomination des nouveaux administrateurs membres du Conseil d'administration.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

22 05.2018/A/0004 CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - Assemblée générale extraordinaire de la S.C.R.L. VIVAQUA du 07.06.2018 - Modification des statuts de la S.C.R.L. VIVAQUA - Mandat

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 à 122 ;

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ;

Vu le Code des sociétés ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les statuts de l'intercommunale VIVAQUA, notamment l'article 24 ;

Vu les publications aux annexes du Moniteur belge des 30.10.2017 (visant notamment la réduction de capital suite au retrait des communes flamandes associées) et 02.02.2018 (visant la constatation de la fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA avec effet au 31.12.2017) ;

Vu la nécessité d'établir une version coordonnée des statuts de l'intercommunale VIVAQUA découlant des décisions précitées ;

Vu le souhait de l'intercommunale VIVAQUA de modifier également ses statuts tenant compte .

- d'une optimisation des règles de bonne gouvernance au sein de l'intercommunale VIVAQUA, notamment par l'insertion d'un Comité d'audit et d'un Comité de rémunérations ainsi que par une nouvelle répartition des rôles et responsabilités des Conseil d'Administration, Conseil de Gérance et Conseil de Management ;
- d'une mise en conformité avec les nouvelles règles applicables en Région de Bruxelles-Capitale en matière de rémunérations des membres des organes de gestion ;
- de quelques adaptations de forme et de simplification administrative ;

Vu le projet de statuts reprenant les modifications proposées ;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale VIVAQUA et l'ordre du jour y annexé ,

DECIDE :

Article 1^{er} d'approuver le projet des nouveaux statuts de l'intercommunale VIVAQUA tel qu'annexé à la convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 07.06.2018.

Article 2 de mandater les représentants communaux au sein de l'assemblée générale de l'intercommunale VIVAQUA aux fins de voter conformément à la décision prise à l'article 1.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

24 votants . 24 votes positifs.

GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is - Buitengewone zitting van de algemene vergadering van de C.V.B.A. VIVAQUA van 07.06.2018 - Wijziging van de statuten van de C.V.B.A. VIVAQUA - Mandaat

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 tot 122 ,

Gelet op de wet van 22 12 1986 betreffende de intercommunales ;

Gelet op het wetboek van Vennootschappen ;

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de statuten van de intercommunale VIVAQUA, met name artikel 24 ,

Gelet op de publicatie in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 30 10 2017 (met name inzake de kapitaalvermindering door de uittreding van de Vlaamse gemeenten-vennoten) en van 02.02.2018 (inzake de vaststelling van de fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA met ingang van 31.12.2017) ;

Gelet op de noodzaak om een gecoördineerde versie van de statuten van de intercommunale VIVAQUA op te stellen ingevolge de voornoemde beslissingen ;

Gelet op de wens van de intercommunale VIVAQUA om ook zijn statuten te wijzigen, rekening houdend met :

- een optimalisering van de regels van goed bestuur bij de intercommunale VIVAQUA, met name door de oprichting van een auditcomité en een remuneratiecomité alsook door een nieuwe verdeling van de rollen en verantwoordelijkheden van de Raad van Bestuur, de Raad van Zaakvoerders en de Raad van het Management ;

- een conformering aan de nieuwe regels die van toepassing zijn in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de bezoldigingen van de leden van de beheersorganen ;
- enkele aanpassingen qua vorm en met het oog op administratieve vereenvoudiging ,

Gelet op het ontwerp van de statuten met daarin de voorgestelde wijzigingen ,
Gelet op de oproeping voor de buitengewone zitting van de algemene vergadering van de intercommunale VIVAQUA en de bijgevoegde agenda ;

BESLUIT :

Artikel 1 om het ontwerp van de nieuwe statuten van de intercommunale VIVAQUA goed te keuren, zoals het bij de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van 07.06.2018 werd gevoegd

Artikel 2 de gemeentelijke vertegenwoordigers in de algemene vergadering van de intercommunale VIVAQUA volmacht te geven om hun stem uit te brengen en dit overeenkomstig de beslissing genomen in artikel 1.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers · 24 positieve stemmen

Caroline Persoons entre en séance / treedt in zitting.

Aymeric de Lamotte entre en séance / treedt in zitting.

Aurélien de Bauw entre en séance / treedt in zitting.

Odile Callebaut entre en séance / treedt in zitting

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

22 05.2018/A/0005 **CC - Voirie - Diverses zones 30 - Création, aménagements et améliorations - Programme 2018 - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18 04 2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la création, aux aménagements et aux améliorations de diverses zones 30 au cours de l'année 2018 ,

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2018.116/A//2018 E020 01/VOIRIE AR-XV de l'exercice 2018, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 163 522,00 EUR, hors T.V.A., soit 197.861,62 EUR, T.V.A. de 21 %

comprise, ainsi que l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735-60//080 (travail 020.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2018 116/A//2018 E020.01/VOIRIE.AR-XV de l'exercice 2018 relatif à la création, aux aménagements et aux améliorations de diverses zones 30 au cours de l'année 2018 :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, §1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 163.522,00 EUR, hors T.V.A., soit 197.861,62 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, ainsi que l'avis de marché ;
- 3 de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Wegen - Diverse Zones 30 - Aanleg, aanpassingen en verbeteringen - Programma 2018 - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 zoals gewijzigd bij ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsoopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2°,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsoopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsoopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aanleg, de aanpassingen en de verbeteringen van diverse zones 30 in de loop van het jaar 2018 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2018.116/A//2018 E020.01/VOIRIE.AR-XV van het dienstjaar 2018, op het bestek, de opmeting en de raming ten bedrage van 163.522,00 EUR, B.T.W , exclusief, hetzij 197.861,62 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen en de aankondiging van opdracht ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 4210/731-60//080 (werk 020.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 ,

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2018.116/A//2018.E020.01/VOIRIE.AR-XV van het dienstjaar 2018 betreffende de aanleg, de aanpassingen en de verbeteringen van diverse zones 30 in de loop van het jaar 2018 .

1. als gunningswijze, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

2. het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 163.522,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 197.861,62 EUR, B.T.W van 21 % inbegrepen en de aankondiging van opdracht ;
3. de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22 05 2018/A/0006 **CC - Centre culturel W:Halll - Fourniture et placement d'une passerelle en salle -
Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234
§ 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de
passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise
d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 29.03.2018 -
Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice
2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ,

Vu la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.03.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.109/A//2018 E096 01/BAT.DVO-DL de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la fourniture et au placement d'une passerelle en salle au Centre culturel W:Halll au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et engagement budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 03.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.109/A//2018.E096.01/BAT.DVO-DL de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la fourniture et au placement d'une passerelle en salle au Centre culturel W:Halll au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016 ;

DECIDE

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29.03.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2

- de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 8.421,00 EUR, hors T.V.A , soit 10.189,41 EUR, T.V A. de 21 % comprise ,
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 10.200,00 EUR à l'article 7620/724-60//081 (travail 096 01) et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 10 200,00 EUR à l'article 7620/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
 3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Cultureel Centrum W:Hall - Levering en plaatsing van een loopbrug in de zaal - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure met beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.03.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.03.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.109/A//2018.E096.01/BAT.DVO-DL van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de levering en de plaatsing van een loopbrug in de zaal van het Cultureel Centrum W:Hall in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.03.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2018.109/A//2018.E096.01/BAT DVO-DL van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de levering en de plaatsing van een loopbrug in de zaal van het Cultureel Centrum W:Hall in de loop van het jaar 2018, de procedure met

beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06 2016 ;
BESLUIT .

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29 03 2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 8.421,00 EUR, B.T.W exclusief, hetzij 10.189,41 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 10.200,00 EUR op het artikel 7620/724-60//081 (travail 096.01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 10.200,00 EUR op het artikel 7620/995-51 (FRE-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22 05.2018/A/0007 **CC - Centre Communautaire de Joli-Bois et vestiaires du R.O.F.C. Stockel - Remplacement de boilers - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 29.03.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ,

Vu la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01 2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.03.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27 07 2017, dans le cadre du marché n° 2018.112/A//2018.E095.01-E097 01/BAT.DVO-RA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de boilers au Centre Communautaire de Joli-Bois et dans les vestiaires du R.O.F.C. Stockel au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du

29.03 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.112/A//2018.E095.01-E097.01/BAT.DVO-RA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de boilers au Centre Communautaire de Joli-Bois et dans les vestiaires du R.O.F.C. Stockel au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016 ;

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29.03.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 18.400,00 EUR, hors T.V.A., soit 22.264,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ,
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 12.000,00 EUR à l'article 7620/724-60//081 (travail 095.01) et d'un montant de 12.000,00 EUR à l'article 7640/724-60//081 (travail 097.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 12.000,00 EUR à l'article 7620/995-51 (FRE-F 060) et d'un montant de 12 000,00 EUR à l'article 7640/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Gemeenschapscentrum Mooi-Bos en kledkamers R.O.F.C. Stockel - Vervanging van de boilers - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure met beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.03.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27 07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 04.2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.03.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door

federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr 2018 112/A//2018.E095.01-E097.01/BAT.DVO-RA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de boilers van het gemeenschapscentrum van Mooi-Bos en de kleedkamers van de R.O.F.C. Stockel in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.03 2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.112/A//2018.E095.01-E097.01/BAT.DVO-RA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de boilers van het gemeenschapscentrum van Mooi-Bos en de kleedkamers van de R.O.F.C Stockel in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016 ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29.03.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 18.400,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 22.264,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ,
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van uitgavenkredieten voor een bedrag van 12.000,00 EUR op het artikel 7620/724-60//081 (travail 095.01) en voor een bedrag van 12.000,00 EUR op het artikel 7640/724-60//081 (travail 097.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van ontvangstkredieten voor een bedrag van 12.000,00 EUR op het artikel 7620/995-51 (FRE-F.060) en voor een bedrag van 12.000,00 EUR op het artikel 7640/995-51 (FRE-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BR-F 060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.05.2018/A/0008 **CC - Centre culturel et de Congrès - Renouvellement du système d'intercommunication des loges - Marché de fournitures - Procédure de faible montant - Modification de la description de travaux du programme extraordinaire et transfert des crédits - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au renouvellement du système d'intercommunication des loges du Centre culturel et de Congrès au cours de l'année 2018 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2018.123/A//2018.E055.01/CULT.EF-AS de l'exercice 2018, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant de 15.800,00 EUR, hors T.V.A., soit 19 118,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que les crédits inscrits à cet effet à raison de 12.000,00 EUR à l'article 7620/724-60//111 (travail 055.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 sont insuffisants pour couvrir la dépense résultant dudit marché ;

Considérant que les crédits inscrits à l'article 7620/742-53//111 (travail 056) et à l'article 7620/744-51//111 (travail 057) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 peuvent être utilisés à cet effet à raison de respectivement 3.000,00 EUR et 5000,00 EUR moyennant modification de la description desdits travaux et transfert des crédits du programme extraordinaire de l'exercice 2018 à l'article 7620/724-60//111 (travail 055.01) du service extraordinaire du budget dudit exercice ,

DECIDE :

1. de modifier la description du travail 056 du programme extraordinaire de l'exercice 2018 inscrit à l'article 7620/742-53//111 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 3.000,00 EUR la définition existante "Centre culturel et de Congrès - achat de matériel de contrôle de l'éclairage et du son" ;
2. de modifier la description du travail 057 du programme extraordinaire de l'exercice 2018 inscrit à l'article 7620/744-51//111 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 5.000,00 EUR la définition existante "Centre culturel et de Congrès - Whallstation : remplacement de la table de mixage" ;
3. de transférer lesdits crédits des articles susmentionnés pour un montant total de 8.000,00 EUR à l'article 7620/724-60//111 (travail 055.01) "Centre culturel et de Congrès - Renouvellement du système d'intercommunication des loges" du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de ce transfert de crédit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants . 28 votes positifs.

GR - Cultureel en Congrescentrum - Hernieuwing van het intercommunicatiesysteem tussen de kleedkamers - Opdracht van leveringen - Procedure van beperkte waarde - Wijziging van de beschrijving van werken van het buitengewoon programma en overdracht van kredieten - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 alinea 1 ;

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de hernieuwing van het intercommunicatiesysteem tussen de kleedkamers van het Cultureel en Congrescentrum in de loop van het dienstjaar 2018 ;

Gelet op, in het kader van desbetreffende opdracht nr

2018.123/A//2018 E055.01/CULT.EF-AS van het dienstjaar 2018, het bestek, de inventaris en de raming ten bedrage van 15.800,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 19 118,00 EUR, B T W van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de kredieten ten belope van 12.000,00 EUR, ingeschreven op artikel 7620/724-60//111 (werk 055.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018, ontoereikend zijn om de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht te dekken ,

Overwegende dat de kredieten ingeschreven op het artikel 7620/742-53//111 (werk 056) en op artikel 7620/744-51//111 (werk 057) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 hiervoor mogen gebruikt worden naar rato respectievelijk van 3.000,00 EUR en 5.000,00 EUR mits wijziging van de beschrijving van voornoemde werken van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2018 en mits overdracht van de kredieten op artikel 7620/724-60//111 (werk 055.01) van de buitengewone dienst van de begroting van voormeld dienstjaar ;

BESLUIT :

1. de beschrijving van het werk 056 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2018 ingeschreven op het artikel 7620/742-53//111 van de buitengewone dienst van de begroting van voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Cultureel en Congrescentrum . aankoop van verlichtings- en geluids controleapparatuur" te verminderen met een bedrag van 3.000,00 EUR ;
2. de beschrijving van het werk 057 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2018 ingeschreven op het artikel 7620/744-51//111 van de buitengewone dienst van de begroting van voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Cultureel en Congrescentrum - Whallstation vervanging van de mengtafel" te verminderen met een bedrag van 5.000,00 EUR ;
3. de kredieten van bovenvermelde artikels voor een totaal bedrag van 8.000,00 EUR over te dragen naar artikel 7620/724-60//111 (werk 055.01) "Cultureel en Congrescentrum - Hernieuwing van het intercommunicatiesysteem tussen de kleedkamers" van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de opnemng in de budgettaire begroting van deze overdracht van kredieten te voorzien bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

22 05.2018/A/0009 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par ordonnance du 27 07 2017

;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 EUR ,

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135 000,00 EUR ;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiantes.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135.000,00 EUR ,

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135.000,00 EUR ;

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidierende overheden

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22 05.2018/A/0010 CC - Exploitation d'une cabine photo automatique - S.P.R.L. Automated Products Services - Protection des données personnelles - Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (RGPD) - Contrat de sous-traitance pour le traitement de données à caractère personnel - Conclusion et approbation

LE CONSEIL,

Vu le contrat de concession pour l'exploitation d'une cabine photo automatique située dans la maison communale signé le 16.12.2013 avec la S.P.R.L. Automated Products Services, ayant son siège social rue de la Presse 4, 1000 Bruxelles ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (RGPD), qui entrera en vigueur le 25 05.2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre de l'exploitation de la cabine photo automatique, la S.P.R.L. précitée est amenée à procéder aux démarches suivantes :

- la prise de photos pour identification ,
- la vérification des photos sur le plan de la conformité technique fixée par la législation ;
- l'impression des photos ;
- la transmission des photos aux autorités ,

Considérant que la S P R.L. Automated Products Services s'engage à procéder auxdites démarches dans le respect de toutes les mesures de protection de la vie privé des clients, conformément à la législation en matière de protection des données personnelles ;

Considérant qu'il convient de signer avec la S.P.R.L. Automated Products Services un contrat de sous-traitance pour le traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le RGPD ;

DECIDE dans e cadre du Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (RGPD) :

- 1 de conclure avec la S.P.R.L. Automated Products Services, ayant son siège social rue de la Presse 4, 1000 Bruxelles, un contrat de sous-traitance pour le traitement de données à caractère personnel dans le cadre de l'exploitation d'une cabine photo automatique située dans la maison communale ;
2. d'approuver à cet effet le contrat repris en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants . 28 votes positifs.

GR - Uithating van een fotoautomaat - B.V.B.A. Automated Products Services - Bescherming van de persoonsgegevens - Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG/GDPR) - Verwerkersovereenkomst van de persoonsgegevens - Conclusie en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de concessieovereenkomst voor de uitbating van een fotoautomaat gelegen in het gemeentehuis, getekend op 16.12.2013 met de B.V.B.A. Automated Products Services, met maatschappelijke zetel Drukpersstraat 4, 1000 Brussel ,

Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) die vanaf 25.05.2018 in voege treedt, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die bepaalt o.a. het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen ;

Overwegende dat in het kader van de uitbating van de fotoautomaat bovengenoemde B.V.B.A. verzocht wordt de volgende stappen te ondernemen :

- het nemen van foto's voor identificatie ;
- het controleren van de foto's op technische overeenstemming met de wetgeving ;
- het afprinten van de foto's ,
- het doorsturen van de foto's naar de overheid ,

Overwegende dat de B.V.B.A. Automated Products Services verbindt zich ertoe de hiervoor vermelde stappen te ondernemen met eerbied van alle maatregelen tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de klanten, overeenkomstig de wetgeving inzake bescherming van persoonlijke gegevens ;

Overwegende dat met de B.V.B.A. Automated Products Services een verwerkersovereenkomst dient getekend te worden voor de behandeling van de persoonsgegevens teneinde aan de AVG te voldoen ,

BESLUIT in het kader van de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) :

1. met de B.V.B.A. Automated Products Services, met maatschappelijke zetel Drukpersstraat 4, 1000 Brussel, een verwerkersovereenkomst af te sluiten voor de behandeling van persoonsgegevens in het kader van de uitbating van een fotoautomaat gelegen in het gemeentehuis ,
2. daartoe de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

22.05.2018/A/0011 **CC - Budget de l'exercice 2017 - Modifications 3 et 4 - Ajustements des crédits de l'exercice - Clôture au 31.12.2017**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 20.12.2016 arrêtant le budget communal de l'exercice 2017 devenue exécutoire par expiration du délai imparté à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2017 ,

Vu la délibération du Conseil communal du 27.06.2017 arrêtant les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2017 devenue exécutoire par expiration du délai

imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2017 ,

Vu la circulaire du 31.01.2018 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2017 ,

Considérant la nécessité de modifier à nouveau le budget communal de l'exercice 2017 dans le but de permettre également l'inscription, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, des crédits relatifs à diverses opérations particulières, dont les principales sont les suivantes :

Service ordinaire - Dépenses

-	Prélèvements pour les Fonds de Réserves Ordinaires "FRO-Taxes Bureau" (80 % du produit de la taxe sur les surfaces de bureau)	784.595,80 EUR
-	Prélèvements pour les Fonds de Réserves Ordinaires "FRO-MRB" : promotion diversité et lutte contre la discrimination à l'embauche 2017	23.683,00 EUR
-	Cotisations patronales à d'autres caisses de pensions : adaptation des crédits budgétaires en matière de dépenses de personnel pour les fonds de pensions suite au décompte annuel	125.809,58 EUR
-	Prélèvements pour le Fonds de Réserves Extraordinaires "FRE-F.060"	1.682.376,19 EUR
-	Prélèvements pour le Fonds de Réserves Ordinaires FRO-F.060" - Subvention politique locale jeunesse	5.000,00 EUR

Service extraordinaire - Dépenses

Dépenses effectuées en application de l'article 249 de la nouvelle loi communale

-	Centre sportif SPORTCITY : mise en conformité des installations électriques (travail 116)	1.500,00 EUR
-	Patrimoine privé - Magasin communal : fourniture et placement d'un palan électrique avec chariot (travail 126)	8.325,00 EUR
-	Voirie - Réaménagement de la place Dumon et des alentours : divers raccordements électriques (travail 127)	2.200,00 EUR
-	Chalet basketball Balis : réparations des dégradations suite à un vandalisme (travail 128)	5.172,75 EUR
-	Centre sportif SPORTCITY : remplacement de l'ascenseur de la piscine (travail 129)	45.100,00 EUR
-	Enseignement maternel néerlandophone - Ecole de Joli-Bois - Pavillon : remplacement de la chaudière (travail 130)	7.300,00 EUR
-	Patrimoine privé - Magasin communal : remplacement de la structure supportant le palan (travail 131)	9 650,00 EUR
-	Cité de l'Amitié : conteneur bureau (travail 132)	14.100,00 EUR
-	Enseignement technique - Centre scolaire Eddy MERCKX : remplacement de tapis de gymnastique (travail 133)	3 600,00 EUR
-	Centre sportif SPORTCITY : réparation des dégradations suite à vandalisme (travail 134)	18 000,00 EUR

Modifications d'affectations des crédits du budget initial

--	--	--

-	Ecole du Chant d'Oiseau : travaux de sécurisation du parement des façades (travail 029)	-13.000,00 EUR
-	Ecole du Chant d'Oiseau - Divers travaux de maintenance : sanitaires (travail 104)	13.000,00 EUR

Majoration de crédits du budget initial (CC 24.10 2017)

-	Patrimoine privé - Auberge des Maïeurs : travaux supplémentaires (pignons) et complément d'honoraires (travail 003)	240.000,00 EUR
-	Parcs et plantations : aménagement des abords de l'Auberge des Maïeurs et honoraires (travail 058)	85.518,00 EUR

Inscription budgétaire

-	Diverses non-valeurs (RGCC 55 § 1) relatives à des droits constatés relatifs à des emprunts	165.083,78 EUR
---	---	----------------

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 1-3°, 12, 15 et 16 ;

Vu, plus précisément, les dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal précité soumettant les modifications budgétaires aux mêmes procédures que celles applicables au budget, ainsi que les dispositions de l'article 16 rendant obligatoire l'inscription, dans les modifications budgétaires, des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que des crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues ;

Vu l'avis favorable rendu en date du 20.04.2018 par la Commission instituée par lesdits articles 12 et 15 de l'arrêté royal du 02.08.1990 relativement auxdites modifications budgétaires ;

DECIDE de modifier les services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2017 et d'arrêter les nouveaux résultats aux montants figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES

<u>RECETTES</u>	
Prestations	5.220.805,00 EUR
Transferts	68.696.016,71 EUR
Dette	4.258.583,42 EUR
Prélèvements	239.945,00 EUR
TOTAL DES RECETTES	78.415.350,13 EUR
<u>DEPENSES</u>	
Personnel	46.388.923,07 EUR
Fonctionnement	6.943.981,48 EUR
Transferts	19.281.444,34 EUR
Dette	3.407.348,03 EUR
Prélèvements	1.433.788,99 EUR
TOTAL DES DEPENSES	77.455.485,91 EUR
RESULTAT EXERCICE PROPRE	959.864,22 EUR
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	11.952.579,64 EUR

RESULTATS PRELEVEMENTS GENERAUX	-5.264.000,00 EUR
RESULTAT GENERAL	7.648.443,86 EUR

**SERVICE EXTRAORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET
DEPENSES**

RECETTES	
Transferts	3.648.667,00 EUR
Investissements	1.053.222,00 EUR
Dette	7.250.800,00 EUR
Prélèvements	12.297.967,21 EUR
TOTAL DES RECETTES	24.250.656,61 EUR
DEPENSES	
Transferts	359.334,00 EUR
Investissements	13.361.471,75 EUR
Dette	165.083,78 EUR
Prélèvements	1.470.752,54 EUR
TOTAL DES DEPENSES	15.356.642,07 EUR
RESULTAT EXERCICE PROPRE	8.894.014,54 EUR
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	- 9.139.194,43 EUR
RESULTATS PRELEVEMENTS GENERAUX	- 215.865,00 EUR
RESULTAT GENERAL	- 461.044,89 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Begroting van het dienstjaar 2017 - Wijzigingen 3 en 4 - Aanpassingen van de kredieten van het dienstjaar - Afsluiting op 31.12.2017

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.12.2016 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2017 uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2017 ,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27.06.2017 tot vaststelling van de wijzigingen 1 en 2 van de begroting van het dienstjaar 2017 uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de wijzigingen 1 en 2 van de begroting van het dienstjaar 2017 ,

Gelet op de omzendbrief van 31.01.2018 van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2017 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2017 opnieuw dient gewijzigd te worden teneinde, zowel op de gewone als op de buitengewone dienst, begrotingskredieten met betrekking tot diverse bijzondere verrichtingen te kunnen inschrijven, waaronder voornamelijk .

Gewone dienst - Uitgaven

--

-	Overboekingen naar de Gewone Reservefondsen "GRF-Belastingen Kantoor" (80 % van de inkomsten op de belasting op kantooroppervlakten)	784.595,80 EUR
-	Overboekingen naar de Gewone Reservefondsen "GRF-MBG" : diversiteit promoten en bestrijding van discriminatie bij aanwerving 2017	23.683,00 EUR
-	Werkgeversbijdragen voor andere pensioenfondsen : aanpassing begrotingskredieten inzake personeelsuitgaven voor de pensioenfondsen naar aanleiding van de jaarafrekening	125.809,58 EUR
-	Overboekingen naar de Buitengewone Reservefondsen "BRF-F.060"	1.682.376,19 EUR
-	Overboekingen naar de Gewone Reservefondsen GRF-F.060 - Subsidiëring lokaal jeugdbeleid	5.000,00 EUR

Buitengewone dienst - Uitgaven

Uitgaven verricht in toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet

-	Sportcentrum SPORTCITY : in overeenstemming brengen met de voorschriften van de elektrische installaties (werk 116)	1.500,00 EUR
-	Privé patrimonium - Gemeentemagazijn : levering en plaatsing van een elektrische takel met karretje (werk 126)	8.325,00 EUR
-	Wegen - Heraanleg van het Dumonplein en de omgeving : diverse elektrische aansluitingen (werk 127)	2.200,00 EUR
-	Basketbalchalet Balis: herstellingen van de schade ten gevolge van vandalisme (werk 128)	5.172,75 EUR
-	Sportcentrum SPORTCITY : vervanging van de lift van het zwembad (werk 129)	45.100,00 EUR
-	Nederlandstalige kleuteronderwijs - School van Mooi-Bos - Paviljoen : vervanging van de verwarmingsketel (werk 130)	7.300,00 EUR
-	Privé patrimonium - Gemeentemagazijn : vervanging van de structuur die de electrotakel draagt (werk 131)	9.650,00 EUR
-	Vriendschapswijk : kantoorcontainer (werk 132)	14.100,00 EUR
-	Technisch onderwijs - Schoolcentrum Eddy MERCKX : vervanging van de turntapjten (werk 133)	3.600,00 EUR
-	Sportcentrum SPORTCITY : herstellingen van de schade ten gevolge van vandalisme (werk 134)	18.000,00 EUR

Wijzigingen van de toewijzigingen betreffende de oorspronkelijke begrotingskredieten

-	School Vogelzang : beveiligingswerken van de gevelbekleding (werk 029)	- 13.000,00 EUR
-	School Vogelzang - Onderhoudswerken sanitaires (werk 102)	13.000,00 EUR

Verhoging van de oorspronkelijke begrotingskredieten (GR 24 10.2017)

-	Privé patrimonium - "Auberge des Maieurs" : bijkomende werken (puntgevel) en erelonen complement (werk 003)	240.000,00 EUR
-	Parken en plantsoenen : inrichting rond de "Auberge des Maieurs" en erelonen (werk 058)	85.518,00 EUR

Begrotingsinschrijving

-	Diverse onwaarden (ARGC 55 § 1) betreffende vastgestelde rechten aangaande leningen	165.083,78 EUR
---	---	----------------

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met name de artikels 1-3°, 12, 15 en 16 ,

Gelet, in het bijzonder, op de bepalingen van artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit waarbij de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures worden onderworpen als deze toepasselijk voor de begroting, evenals de bepalingen van artikel 16 waarbij de inschrijving in de begrotingswijzigingen van de begrotingskredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet verrichte uitgaven, maar ook de ambtshalve opgenomen uitgaven, evenals de begrotingskredieten die betrekking hebben op onvoorziene ontvangsten, verplicht wordt gemaakt ;

Gelet op het gunstig advies door de Commissie op datum van 20 04.2018 uitgebracht, ingesteld door de eerder vernoemde artikels 12 en 15 van het koninklijk besluit van 02.08 1990 met betrekking tot de voornoemde begrotingswijzigingen ;

BESLUIT de gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2017 te wijzigen en de nieuwe resultaten vast te stellen op de bedragen hernomen in de hiernavolgende tabellen :

**GEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN
UITGAVEN**

ONTVANGSTEN	
Prestaties	5.220.805,00 EUR
Overdrachten	68.696.016,71 EUR
Schuld	4.258.583,42 EUR
Overboekingen	239.945,00 EUR
TOTAAL DER ONTVANGSTEN	78.415.350,13 EUR
UITGAVEN	
Personeel	46.388.923,07 EUR
Werkingskosten	6.943.981,48 EUR
Overdrachten	19.281.444,34 EUR
Schuld	3.407.348,03 EUR
Overboekingen	1.433.788,99 EUR
TOTAAL DER UITGAVEN	77.455.485,91 EUR
RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR	959.864,22 EUR
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	11.952.579,64 EUR
OVERBOEKINGEN	-5.264.000,00 EUR
ALGEMEEN RESULTAAT	7.648.443,86 EUR

**BUITENGEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE
ONTVANGSTEN EN UITGAVEN**

ONTVANGSTEN	
Overdrachten	3.648.667,00 EUR

Investeringen	1.053.222,00 EUR
Schuld	7.250.800,00 EUR
Overboekingen	12.297.967,21 EUR
TOTAAL DER ONTVANGSTEN	24.250.656,61 EUR
UITGAVEN	
Overdrachten	359.334,00 EUR
Investeringen	13.361.471,75 EUR
Schuld	165.083,78 EUR
Overboekingen	1.470.752,54 EUR
TOTAAL DER UITGAVEN	15.356.642,07 EUR
RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	8.894.014,54 EUR
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	- 9.139.194,43 EUR
RESULTATEN ALGEMENE OVERBOEKINGEN	- 215.865,00 EUR
ALGEMEEN RESULTAAT	- 461.044,89 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen

Carla Dejonghe entre en séance / treedt in zitting

Priscilla de Bergeyck entre en séance / treedt in zitting.

Alexia Bertrand entre en séance / treedt in zitting.

Georges Dallemagne entre en séance / treedt in zitting.

22.05.2018/A/0012 **CC - Comptes annuels de l'exercice 2017 - Rapports de synthèse de la gestion des finances communales au cours de l'exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu les comptes annuels de l'exercice 2017 établis par M. le Receveur communal ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 96 ;

ENTEND le commentaire du Collège des Bourgmestre et Echevins relativement aux rapports de synthèse de la gestion des finances communales au cours de l'exercice 2017

- analyse financière du compte budgétaire de l'exercice 2017 ;
- analyse financière du bilan et du compte de résultats de l'exercice 2017

Le Conseil entend et prend acte.

GR - Jaarrekeningen van het dienstjaar 2017 - Syntheseverslagen aangaande het beheer van de gemeentefinanciën in de loop van het dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de jaarrekeningen van het dienstjaar 2017 opgemaakt door de Gemeenteontvanger ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 96 ;

HOORT de toelichting van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de syntheseverslagen aangaande het beheer van de gemeentefinancien in de loop van het dienstjaar 2017 :

- financière analyse van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2017 ;
- financière analyse van de balans en de resultatenrekening van het dienstjaar 2017.

De Raad hoort en neemt akte.

22.05.2018/A/0013 **CC - Comptes annuels de l'exercice 2017 - Compte budgétaire, compte de résultats et bilan**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 72 à 79 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.03.2018 par laquelle il arrête le tableau des crédits budgétaires et engagements de dépenses à reporter à l'exercice 2018 ;

Vu les comptes annuels de l'exercice 2017 établis par le Receveur communal ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 96 et 240 ;

DECIDE d'arrêter comme suit les comptes annuels de l'exercice 2017 établis au 31.12.2017 par le Receveur communal .

	<u>Service ordinaire</u>	<u>Service extraordinaire</u>
1° <u>Compte budgétaire</u>		
a) <u>résultat budgétaire</u>		
droits constatés nets	91.159.346,99	18.245.580,23
engagements	<u>- 78.737.937,35</u>	<u>- 26.850.829,02</u>
résultat budgétaire	12.421.409,64	- 8.605.248,79
b) <u>résultat comptable</u>		
droits constatés nets	91.159.346,99	18.245.580,23
imputations	<u>- 77.419.510,99</u>	<u>- 13.573.097,88</u>
résultat comptable	13.739.836,00	4.672.482,35
2° <u>Compte de résultats</u>		
produits	88.123.373,39	
charges	<u>- 88.831.321,83</u>	
mali de l'exercice	- 707.948,44	
3° <u>Bilan</u>		
actif	191.207.884,59	
passif	191.207.884,59	

Le Conseil approuve le projet de délibération

32 votants 20 votes positifs, 12 abstentions.

Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut.

GR - Jaarrekeningen van het dienstjaar 2017 - Begrotingsrekening, resultatenrekening en balans

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, met name artikels 72 tot 79 ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.03.2018 waarbij de tabel van de begrotingskredieten en de vastleggingen van de uitgaven over te dragen naar het dienstjaar 2018 wordt vastgesteld ;

Gelet op de jaarrekeningen van het dienstjaar 2017 opgemaakt door de Gemeenteontvanger ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 96 en 240 ;

BESLUIT de jaarrekeningen van het dienstjaar 2017 opgemaakt op 31.12.2017 door de Gemeenteontvanger, als volgt af te sluiten .

	<u>Gewone dienst</u>	<u>Buitengewone dienst</u>
1° <u>Begrotingsrekening</u>		
a) <u>begrotingsresultaat</u>		
netto-vastgestelde rechten	91.159.346,99	18.245.580,23
vastgelegde uitgaven	<u>- 78.737.937,35</u>	<u>- 26.850.829,02</u>
begrotingsresultaat	12.421.409,64	- 8.605.248,79
b) <u>boekhoudkundig resultaat</u>		
netto-vastgestelde rechten	91.159.346,99	18.245.580,23
aanrekeningen	<u>- 77.419.510,99</u>	<u>- 13.573.097,88</u>
boekhoudkundig resultaat	13.739.836,00	4.672.482,35
2° <u>Resultatenrekening</u>		
opbrengsten	88.123.373,39	
lasten	<u>- 88.831.321,83</u>	
mali van het dienstjaar	- 707.948,44	
3° <u>Balans</u>		
activa	191.207.884,59	
passiva	191.207.884,59	

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed

32 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL pour l'exercice d'activité 2016 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2016 de l'A.S.B.L. TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL :

1. compte d'exploitation générale 2016 :

charges :	1.758,75 EUR
produits :	14.446,04 EUR
résultat positif :	12.687,29 EUR

2. bilan 2016 :

actif-passif :	12.687,29 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL" - Dienstjaar 2016 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageveistrekkingen worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL" voor het dienstjaar 2016 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2016 van de V.Z.W. "TOUS ENSEMBLE AU SOLEIL"

1. algemene exploitatierekening 2016 :

lasten :	1.758,75 EUR
opbrengsten :	14.446,04 EUR
batig resultaat :	12.687,29 EUR

2. balans 2016 :

actief-passief :	12.687,29 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte.

Taxes - Belastingen

22.05.2018/A/0015 CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Modification

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 27.02.2018, devenu obligatoire en date du 05.03.2018, applicable pour la période du 15.03.2018 au 31.12.2018 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 ,

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.11.2017

réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes, notamment l'article 211 modifiant l'article 275 du Code précité ;

Considérant que l'article 275 modifié du Code bruxellois de l'aménagement du territoire stipule que *"Les renseignements urbanistiques sont délivrés moyennant une redevance unique fixée à 80 euros, qui peut être doublée pour les demandes de délivrance urgente, dans les cinq jours ouvrables. Le montant de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume."* ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29.03 2018 relatif aux renseignements urbanistiques ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer ces dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.06.2018 au 31 12.2018, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs.

Article 2.-

La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant

TAUX

Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé comme suit .

Sur la délivrance de certificats d'identité aux enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans :

- 2,00 EUR pour un certificat d'identité ,

Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :

- 3,60 EUR pour une carte d'identité - procédure normale (le coût de la délivrance (3,60 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (6,40 EUR), soit coût total 10,00 EUR) ;
- 6,00 EUR pour une carte d'identité - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ;
- 4,30 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence avec livraison centralisée au SPF Intérieur (le coût de la délivrance (4,30 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (95,70 EUR), soit coût total 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;
- 4,40 EUR pour une carte d'identité à partir du 2ème enfant issu d'un même ménage et inscrit à la même adresse - procédure d'urgence et procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (4,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (55,60 EUR), soit coût total 60,00 EUR) ,

Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques, en application de l'arrêté royal du 25.03.2003 :

- 9,00 EUR pour une carte d'identité - procédure normale (le coût de la délivrance (9,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (16,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ;
- 6,00 EUR pour une carte d'identité - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ,
- 4,30 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence avec livraison centralisée au SPF Intérieur (le coût de la délivrance (4,30 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (95,70 EUR), soit coût total 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;

Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :

- 10,00 EUR par demande et/ou activation ;

Sur la délivrance de passeports :

- 10,00 EUR pour un passeport - procédure normale (le coût de la délivrance (10,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (65,00 EUR), soit coût total 75,00 EUR) ;
- 10,00 EUR pour un passeport - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (10,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (240,00 EUR), soit coût total 250,00 EUR) ;

Sur la délivrance de documents de voyage belge pour apatrides, réfugiés et étrangers qui ne peuvent obtenir de document de voyage auprès de leur propre autorité nationale ou d'une instance internationale :

- 5,00 EUR pour un document de voyage - procédure normale (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (61,00 EUR), soit coût total 66,00 EUR) ;
- 5,00 EUR pour un document de voyage - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (230,00 EUR), soit coût total 235,00 EUR) ;

Sur la délivrance de modèles 2 et de modèles 8, en application de l'arrêté royal du 16.07.1992 :

- 5,00 EUR par personne ;

Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers de plus de 12 ans :

1. Frais d'ouverture et suivi de dossier

- 5,00 EUR par personne ;
2. Titres de séjour non électroniques (attestations d'immatriculation modèle A)
 - 10,00 EUR pour un titre de séjour ,
 - 5,00 EUR pour une prorogation ,
 3. Cartes électroniques, en application de l'article 31 de l'arrêté royal du 08.10.1981
 - Aux ressortissants européens
 - 9,00 EUR pour une carte - procédure normale (le coût de la délivrance (9,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (16,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ,
 - 6,00 EUR pour une carte - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ;
 - 12,40 EUR pour une carte - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;
 - Aux ressortissants non européens (avec données biométriques)
 - 5,80 EUR pour une carte - procédure normale (le coût de la délivrance (5,80 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (19,20 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ,
 - 6,00 EUR pour une carte - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ;
 - 12,40 EUR pour une carte - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;
 4. Annexes 3 - Déclarations d'arrivée (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 10,00 EUR pour une délivrance ;
 5. Annexes 19 - Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse
 - 5,00 EUR pour une délivrance ;
 6. Annexes 19ter - Demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne ou de carte d'identité d'étranger en qualité de membre de la famille d'un ressortissant suisse
 - 5,00 EUR pour une délivrance ;
 7. Annexes 22 - Demande de séjour permanent (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une délivrance ,
 8. Annexes 33 - Documents de séjour (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une délivrance ,
 9. Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une première délivrance ;
 - 5,00 EUR pour une prorogation ,
 10. Permis de travail
 - 5,00 EUR par permis ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980) :

- 50,00 EUR par dossier ,

Sur la délivrance de permis de conduire :

1. Permis de conduire provisoires

- 5,00 EUR pour un permis de conduire provisoire (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (20,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ,

2 Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)

- 5,00 EUR pour un permis de conduire permanent et/ou limité (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (20,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ;
- 5,00 EUR pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc... (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (20,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ;

3. Permis de conduire internationaux

- 5,00 EUR pour un permis de conduire international (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (16,00 EUR), soit coût total 21,00 EUR) ,

Sur la délivrance d'extraits de casier judiciaire et de certificats de moralité :

- 8,00 EUR par document ;

Sur la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits, attestations, certifications pour copies conformes, autorisations, etc. :

- 5,00 EUR par document ;

Sur la légalisation de signatures :

- 5,00 EUR par légalisation ;

Sur la délivrance d'extraits des registres d'état civil :

- 5,00 EUR par document ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier d'acquisition, d'attribution et/ou de renonciation de nationalité :

- 50,00 EUR par dossier ,

Sur la transcription d'actes authentiques dressés à l'étranger :

- 50,00 EUR par transcription ,

Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :

- 25,00 EUR par carnet de mariage ;

Sur la déclaration de cohabitation légale :

- 20,00 EUR par déclaration ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité :

- 20,00 EUR par dossier ,

Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :

- 80,00 EUR par réponse à toute demande de renseignements urbanistiques ;

Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un fichier au sujet de la personne qui en demande communication :

- 5,00 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée ;

Sur l'inscription dans les registres communaux après une radiation d'office :

- 50,00 EUR par dossier ;

CONTRIBUABLE

Article 4.-

La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande le document

EXONERATIONS

Article 5.-

Sont exonérés de la taxe :

- a. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux particuliers à destinations du C.P.A.S ;
- b. les extraits des registres de population, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, délivrés dans le cadre d'une procédure en Justice de paix, d'une demande destinée aux divers établissements d'enseignement ou à une agence immobilière sociale ;
- c. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, de demande de primes régionales, de demande de bourses d'études, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
- d. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période

d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;

- e les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ;
- f. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ,
- g les passeports et les documents de voyage délivrés aux enfants âgés de 0 à 17 ans inclus.

RECOUVREMENT

Article 6.-

La taxe est payable dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement.

À défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement

Article 7.-

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 8 -

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée dans les 3 mois de ladite échéance

Les frais de cette mise en demeure d'un montant de 15,00 EUR sont à charge du contribuable.

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du contribuable.

De plus, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

RECLAMATIONS

Article 9.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation

Article 10.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 11.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 12 -

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant. Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente

Article 13.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 12 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel. L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause

Article 14.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03 04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, les dispositions du titre VII, chapitres 1, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 27.02.2018, verbindend geworden op datum van 05.03.2018, toepasselijk voor de periode van 15.03.2018 tot 31.12 2018 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 03 04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 30.11.2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen, met name artikel 211 tot wijziging van artikel 275 van het voornoemde Wetboek ;

Overwegende dat het gewijzigde artikel 275 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening stelt dat *"De stedenbouwkundige inlichtingen worden verstrekt tegen een vaste retributie van 80 euros, die kan worden verdubbeld voor de aanvragen tot dringende verstrekking binnen de vijf werkdagen. Het bedrag van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk "* ;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29.03 2018 betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen ;

Gelet op de financiële toestand van Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om zijn uitgaven te verzekeren ,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten als volgt te wijzigen .

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.06 2018 tot 31.12.2018, een gemeentebelasting geheven op de afgifte van bestuursdocumenten.

Artikel 2.-

De belasting betreffende de afgifte van bestuursdocumenten wordt contant gemd

AANSLAGVOET

Artikel 3.-

De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld .

Op de afgifte van identiteitsbewijzen aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar :

- 2,00 EUR voor een bewijs van identiteit ;

Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar (kids-ID) :

- 3,60 EUR voor een identiteitskaart - normale procedure (kosten van de afgifte (3,60 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (6,40 EUR), hetzij totale kosten 10,00 EUR) ;
- 6,00 EUR voor een identiteitskaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ;
- 4,30 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure met gecentraliseerde levering bij de FOD Binnenlandse Zaken (kosten van de afgifte (4,30 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (95,70 EUR), hetzij totale kosten 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ;
- 4,40 EUR voor een identiteitskaart vanaf het 2de kind uit hetzelfde gezin en ingeschreven op hetzelfde adres - spoedprocedure en extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (4,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (55,60 EUR), hetzij totale kosten 60,00 EUR) ,

Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten, in toepassing van het koninklijk

besluit van 25.03.2003 :

- 9,00 EUR voor een identiteitskaart - normale procedure (kosten van de afgifte (9,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (16,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ,
- 6,00 EUR voor een identiteitskaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ;
- 4,30 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure met gecentraliseerde levering bij de FOD Binnenlandse Zaken (kosten van de afgifte (4,30 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (95,70 EUR), hetzij totale kosten 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ,

Op de aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor een elektronische identiteitskaart :

- 10,00 EUR per aanvraag en/of activering ;

Op de afgifte van reispassen :

- 10,00 EUR voor een reispas - normale procedure (kosten van de afgifte (10,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (65,00 EUR), hetzij totale kosten 75,00 EUR) ;
- 10,00 EUR voor een reispas - spoedprocedure (kosten van de afgifte (10,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (240,00 EUR), hetzij totale kosten 250,00 EUR) ;

Op de afgifte van Belgische reisdocumenten voor staatlozen, vluchtelingen en vreemdelingen die geen reisdocument kunnen bekomen bij hun eigen nationale overheid of bij een internationale instantie :

- 5,00 EUR voor een reispas - normale procedure (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (61,00 EUR), hetzij totale kosten 66,00 EUR) ,
- 5,00 EUR voor een reispas - spoedprocedure (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (230,00 EUR), hetzij totale kosten 235,00 EUR) ,

Op de afgifte van modellen 2 en modellen 8, in toepassing van het koninklijk besluit van 16.07.1992 :

- 5,00 EUR per persoon ;

Op de afgifte van bestuursdocumenten aan de vreemdelingen van meer dan 12 jaar :

:

- 1 Kosten voor het openen en de follow-up van een dossier
 - 5,00 EUR per persoon ,
- 2 Niet-elektronische verblijfsvergunningen (attesten van immatriculatie model A)
 - 10,00 EUR voor een verblijfsvergunning ;
 - 5,00 EUR voor een verlenging ;
3. Elektronische kaarten, in toepassing van artikel 31 van het koninklijk besluit van 08.10.1981
 - Aan de Europese onderdanen
 - 9,00 EUR voor een kaart - normale procedure (kosten van de afgifte (9,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (16,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
 - 6,00 EUR voor een kaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ;
 - 12,40 EUR voor een kaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ;
 - Aan de niet-Europese onderdanen (met biometrische kenmerken)
 - 5,80 EUR voor een kaart - normale procedure (kosten van de afgifte (5,80 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (19,20 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
 - 6,00 EUR voor een kaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ,
 - 12,40 EUR voor een kaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ;
4. Bijlagen 3 - Aankomstverklaringen (koninklijk besluit van 08.10.1981)
 - 10,00 EUR voor een afgifte ,
5. Bijlagen 19 - Aanvraag van een verklaring van inschrijving of van een identiteitskaart voor vreemdelingen in de hoedanigheid van Zwitserse onderdaan
 - 5,00 EUR voor een afgifte ;
- 6 Bijlagen 19ter - Aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Europese Unie of voor een identiteitskaart voor vreemdelingen, in de hoedanigheid van familielid van een Zwitserse onderdaan
 - 5,00 EUR voor een afgifte ;
7. Bijlagen 22 - Aanvraag om duuizaam verblijf (koninklijk besluit van 08.10.1981)
 - 5,00 EUR voor een afgifte ,
7. Bijlagen 33 - Verblijfsdocumenten (koninklijk besluit van 08.10.1981)

- 5,00 EUR voor een afgifte ;
- 8 Bijlagen 35 - Bijzondere verblijfsdocumenten (koninklijk besluit van 08.10 1981)
- 5,00 EUR voor een eerste afgifte ;
 - 5,00 EUR voor een verlenging ;
9. Werkvergunningen
- 5,00 EUR per vergunning ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van een aanvraag tot verblijf (artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 08.10.1981 en artikels 9bis, 10 en 12bis van de wet van 15.12.1980) :

- 50,00 EUR per dossier ,

Op de afgifte van rijbewijzen :

1. Voorlopige rijbewijzen
 - 5,00 EUR voor een voorlopig rijbewijs (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (20,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
2. Permanente (categorieen A, B en BE) en/of beperkte (categorieen C, D, CE en DE) rijbewijzen
 - 5,00 EUR voor een permanent en/of beperkt rijbewijs (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (20,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
 - 5,00 EUR voor een duplicaat, een verandering van categorie, een uitwisseling van een vreemdelingenrijbewijs, enz. (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (20,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
3. Internationale rijbewijzen
 - 5,00 EUR voor een internationaal rijbewijs (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (16,00 EUR), hetzij totale kosten 21,00 EUR) ,

Op de afgifte van uittreksels van het strafregister en van getuigschriften van moraliteit :

- 8,00 EUR per document ;

Op de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, eensluidend verklaarde uittreksels, vergunningen, enz. :

- 5,00 EUR per document ;

Op de legalisatie van handtekeningen :

- 5,00 EUR per legalisatie ;

Op de afgifte van uittreksels van de registers van burgerlijke stand :

- 5,00 EUR per document ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van nationaliteitsverkrijging, nationaliteitstoekenning en/of afstandsverklaring van nationaliteit :

- 50,00 EUR per dossier ,

Op de inschrijving van authentieke akten opgesteld in het buitenland :

- 50,00 EUR per inschrijving ;

Op de confectie en de afgifte van trouwboekjes :

- 25,00 EUR per trouwboekje ;

Op de afgifte van wettelijke samenwoning :

- 20,00 EUR per afgifte ,

Op het indienen en de follow-up van een dossier van erkenning inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap :

- 20,00 EUR per dossier ,

Op de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen :

- 80,00 EUR per antwoord op iedere aanvraag van stedenbouwkundige inlichtingen ;

Op de afgifte van documenten met persoonsgegevens vermeld in een gegevensbestand met betrekking tot de persoon die om de mededeling vraagt :

- 5,00 EUR ongeacht het bestandsaantal waarvoor de mededeling gevraagd is ;

Op de inschrijving in de gemeenteregisters na een afvoering van ambtswege :

- 50,00 EUR per dossier ;

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 4.-

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het document aanvraagt.

VRIJSTELLINGEN

Article 5.-

Zijn van de belasting vrijgesteld

- a. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van

- handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften, afgegeven aan de particulieren ter bestemming van het O C M.W. ;
- b. de uittreksels uit de registers van bevolking, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, afgegeven in het kader van een procedure bij het Vredegerecht, voor een aanvraag bestemd voor diverse onderwijsinstellingen of aan een sociaal vastgoedkantoor ;
 - c. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften, afgegeven aan particulieren inzake belastingen, wettelijk pensioen, ereonderscheiding, hypotheeklening, aanvraag van gewestelijke premies, aanvraag van studiebeurzen, sociale uitkeringen (kinderbijslag, uitkeringen aan gehandicapten), mutualiteit, sociaal tarief (sociaal telefoontarief, solidariteitstarief, ...) evenals deze afgegeven aan de personen die op zoek zijn naar een sociale woning ;
 - d. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan werklozen en jonge werkzoekenden in wachtperiode van werkloosheidsuitkering, op vertoon van enerzijds hun controleschrift C 3 A en, anderzijds, van hun document A 23, en dit enkel voor het zoeken naar werk, evenals deze afgegeven in het kader van het behoud van een werk ;
 - e. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven in het kader van een humanitaire actie en van vrijwilligerswerk ;
 - f. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan personen waarvan de behoeftigheid behoorlijk werd vastgesteld ;
 - g. de reispassen en de reisdocumenten afgegeven aan kinderen van 0 tot 17 jaar inbegrepen.

INVORDERING

Artikel 6.-

De belasting moet worden betaald binnen 15 dagen na de verzending van de betalingsaanvraag.

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting binnen de toegekende termijn, wordt een eerste kosteloze herinnering gestuurd naar de belastingplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 7.-

Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting die onmiddellijk opeisbaar is

Indien een tweede herinnering noodzakelijk is, worden administratieve kosten voor een bedrag van 10,00 EUR geeist van de belastingplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren

Artikel 8.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een ingebrekestelling gestuurd naar de belastingplichtige binnen de 3 maanden na de betreffende vervaldatum.

De kosten van deze ingebrekestelling van 15,00 EUR zullen ten laste van de belastingplichtige zijn.

In geval van niet betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt op verzoek van

de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een dwangbevel.

Conform de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de belastingplichtige.

Bovendien, zijn de bepalingen betreffende de verwijlintersten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten geldig

BEZWAREN

Artikel 9.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf hetzij de datum van de kennisgeving van de belasting, hetzij de datum van de contante inning, hetzij de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

Artikel 10.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 11.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld, deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 12 -

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, doet het College van Burgemeester en Schepenen uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 13.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 12 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals

inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen

Artikel 14.-

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22 05 2018/A/0016 **CC - Règlement-redevance relatif aux académies francophones de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux académies francophones de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 23.05.2017, devenu obligatoire en date du 29.05.2017, applicable pour l'année scolaire 2017-2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu l'arrêté du 20.11.1995 du Gouvernement de la Communauté française fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et ses diverses modifications ;

Vu la circulaire n° 6187 de la Fédération Wallonie-Bruxelles précisant les dispositions relatives à l'organisation de l'année scolaire 2017-2018 ,

Vu le courrier électronique du 18.04.2018 du directeur de l'Administration générale de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles communiquant les nouveaux tarifs des droits d'inscription pour l'année 2018-2019 ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux académies francophones de Woluwe-Saint-Pierre ·

ACADEMIE DE MUSIQUE

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2018-2019, un droit d'inscription à l'académie de musique francophone, une cotisation pour l'A.S.B.L. "Les amis de l'académie de musique de Woluwe-Saint-Pierre" ainsi qu'une redevance en cas de location d'instruments de musique.

Droit d'inscription

Article 2.-

La fréquentation de l'académie de musique est soumise au paiement d'un droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé à la Fédération Wallonie-Bruxelles

La Fédération Wallonie-Bruxelles ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif

Article 3.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les enfants nés entre le 15.10.2000 et le 31.12.2006 inclus . 74,00 EUR ,

- pour les personnes nées avant le 15.10.2000 et inscrites dans l'enseignement obligatoire, supérieur ou de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française . 74,00 EUR ,
- pour les autres personnes nées avant le 15.10.2000 : 184,00 EUR.

Article 4.-

Sont exonérés du droit d'inscription .

- les enfants nés après le 31.12.2006 ;
- les enfants de plus de 12 ans inscrits dans l'enseignement primaire ,
- les demandeurs d'emploi en période de stage d'insertion professionnelle ,
- les chômeurs complets indemnisés ;
- les enfants à charge d'un chômeur complet indemnisé et ayant le statut de chef de ménage ;
- les personnes bénéficiant du revenu d'intégration ou un de ses enfants à charge ;
- les personnes handicapées ou un de ses enfants à charge ;
- les personnes pensionnées sous statut G R A P A . ;
- le troisième enfant et les suivants inscrits dans une académie (enfants les moins âgés) ;
- les personnes qui se sont déjà acquittés du droit d'inscription dans un autre établissement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
- les personnes inscrites en Humanités artistiques organisées dans les établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire professionnel ou technique de transition ou de qualification, secteur 6 . Arts appliqués, groupes : Arts décoratifs, Arts graphiques, audiovisuel ou Orfèvrerie ;
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire artistique de transition ou de qualification, secteur 10 · Beaux-Arts, groupes · Arts et sciences, Arts plastiques ou Danse.

Article 5.-

Les personnes qui peuvent être exemptées du droit d'inscription doivent fournir à l'académie un document justificatif daté du mois de septembre et attestant que les conditions de l'exemption sont réunies.

Cotisation pour l'A.S.B.L. "Les amis de l'académie de musique de Woluwe-Saint-Pierre"

Article 6 -

Le tarif de la cotisation, non obligatoire, est fixé comme suit .

- pour les personnes ne payant pas de droit d'inscription : 20,00 EUR ;
- pour les autres personnes . 10,00 EUR ;

avec un maximum de 30,00 EUR par famille

Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A.S.B.L. "Les amis de l'académie de musique de Woluwe-Saint-Pierre".

Frais de location d'un instrument de musique

Article 7 -

Le tarif de la redevance annuelle est fixé comme suit .

- flûte en plastique · 25,00 EUR ;
- flûte traversière · 75,00 EUR ;
- guitare, violon, violoncelle, clarinette, trompette, hautbois : 75,00 EUR ,
- contrebasse, basson, saxophone · 85,00 EUR.

Article 8.-

En cas de restitution d'un instrument de musique en cours d'année, un remboursement de la redevance payée sera effectué au prorata du nombre de mois écoulés. Tout mois entamé sera dû.

ACADEMIE DES ARTS

Article 9.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2018-2019, un droit d'inscription à l'académie des arts francophone ainsi qu'une cotisation pour l'A.S.B.L. "Les amis de l'académie, l'ACAD'AMIS".

Droit d'inscription

Article 10 -

La fréquentation de l'académie des arts est soumise au paiement d'un droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé à la Fédération Wallonie-Bruxelles

La Fédération Wallonie-Bruxelles ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif.

Article 11.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les enfants nés entre le 15.10.2000 et le 31.12.2006 inclus : 74,00 EUR ;
- pour les personnes nées avant le 15.10.2000 et inscrites dans l'enseignement obligatoire, supérieur ou de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française : 74,00 EUR ;
- pour les autres personnes nées avant le 15.10.2000 : 184,00 EUR

Article 12.-

Sont exonérés du droit d'inscription :

- les enfants nés après le 31.12.2006 ;
- les enfants de plus de 12 ans inscrits dans l'enseignement primaire ,
- les demandeurs d'emploi en période de stage d'insertion professionnelle ;
- les chômeurs complets indemnisés ,
- les enfants à charge d'un chômeur complet indemnisé et ayant le statut de chef de ménage ;
- les personnes bénéficiant du revenu d'intégration ou un de ses enfants à charge ;
- les personnes handicapées ou un de ses enfants à charge ;
- les personnes pensionnées sous statut G R.A.P.A. ,

- le troisième enfant et les suivants inscrits dans une académie (enfants les moins âgés) ,
- les personnes qui se sont déjà acquittés du droit d'inscription dans un autre établissement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
- les personnes inscrites en Humanités artistiques organisées dans les établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ,
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire professionnel ou technique de transition ou de qualification, secteur 6 Arts appliqués, groupes : Arts décoratifs, Arts graphiques, audiovisuel ou Orfèvrerie ;
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire artistique de transition ou de qualification, secteur 10 · Beaux-Arts, groupes : Arts et sciences, Arts plastiques ou Danse

Article 13.-

Les personnes qui peuvent être exemptées du droit d'inscription doivent fournir à l'académie un document justificatif daté du mois de septembre et attestant que les conditions de l'exemption sont réunies.

Cotisation pour l'A.S.B.L. "Les amis de l'académie, l'ACAD'AMIS"

Article 14.-

Le tarif de la cotisation, non obligatoire, est fixé à 20,00 EUR par personne.

Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A S B L "Les amis de l'académie, l'ACAD'AMIS".

DISPOSITIONS DIVERSES

Redevable

Article 15 -

La redevance est due par la personne inscrite à l'académie ou, en cas d'enfant mineur, par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Article 16.-

Le droit d'inscription et la cotisation éventuelle sont payables soit directement au moment de l'inscription, soit par virement sur le compte de l'académie pour le 30 septembre au plus tard.

La redevance pour la location d'un instrument de musique est payable par virement sur le compte de l'académie.

Article 17.-

Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 20 votes positifs, 12 abstentions

Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vansel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut.

GR - Retributiereglement betreffende de Franstalige academies van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de Franstalige academies van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 23.05.2017, verbindend geworden op datum van 29.05.2017, toepasselijk voor het schooljaar 2017-2018 ,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke

bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 20.11.1995 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld in het secundair artistieke deeltijdse onderwijs en zijn diverse wijzigingen ,

Gelet op de omzendbrief n° 6187 van de "Fédération Wallonie Bruxelles" die de bepalingen betreffende de organisatie van het schooljaar 2017-2018 vaststelt ,

Gelet op de e-mail van 18.04.2018 van de directeur van de Algemene administratie van het Onderwijs van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" die de nieuwe tarieven van het inschrijvingsgeld voor het jaar 2018-2019 verstrekt ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de Franstalige academies van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :

MUZIEKACADEMIE

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2018-2019, een inschrijvingsgeld voor de Franstalige muziekacademie, een bijdrage voor de V.Z.W. "Les amis de l'académie de musique de Woluwe-Saint-Pierre" evenals een retributie in geval van de verhuur van muziekinstrumenten, geheven.

Inschrijvingsgeld

Artikel 2.-

Het bijwonen van de lessen van de muziekacademie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Regering van de "Fédération Wallonie-Bruxelles"

Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden teruggestort aan de "Fédération Wallonie-Bruxelles".

De "Fédération Wallonie-Bruxelles" zal ingeval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 3.-

Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de kinderen geboren tussen 15.10.2000 en 31.12.2006 inbegrepen . 74,00 EUR ,
- voor de personen geboren vóór 15 10 2000 en ingeschreven in het verplicht onderwijs, hoger of sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap · 74,00 EUR ;
- voor de andere personen geboren vóór 15.10.2000 · 184,00 EUR.

Artikel 4.-

Zijn van het inschrijvingsgeld vrijgesteld .

- de kinderen geboren na 31.12.2006 ;
- de kinderen ouder dan 12 jaar ingeschreven in het lager onderwijs ;
- de werkzoekenden in stageperiode van de beroepsintegratie ;
- de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen ;
- de kinderen ten laste van een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze en met het statuut van gezinshoofd ;
- de personen die genieten van een leefloon of één van hun kinderen ten laste ,
- de personen met een handicap of één van hun kinderen ten laste ;

- de pensioengerechtigde personen onder het G.R.A.P.A. statuut ;
- het derde kind en de volgende ingeschreven in een academie (de jongste kinderen) ;
- de personen die al hun inschrijvingsgeld in een andere secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstelling hebben betaald ;
- de personen ingeschreven in de Kunsthumaniora artistieke wetenschappen georganiseerd in de secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstellingen ;
- de personen ingeschreven in het beroeps of technisch secundair onderwijs in overgang of kwalificatie , sector 6 ; Toegepaste Kunsten, groepen ; decoratieve Kunsten, grafische Kunsten, audiovisuele of edelsmeedwerk ;
- de personen ingeschreven in het secundair Kunst onderwijs in overgang of kwalificatie, sector 10, Schone-Kunsten, groepen · Kunsten en wetenschappen, Plastische Kunst of Dans.

Artikel 5 -

De personen die kunnen vrijgesteld worden van het inschrijvingsgeld dienen een document, gedateerd van de maand september, te verstrekken aan de academie als bewijs dat aantoonde dat aan de gestelde vrijstellingsvoorwaarden is voldaan.

Bijdrage voor de V.Z.W. "Les amis de l'académie de musique de Woluwe-Saint-Pierre"

Artikel 6 -

Het tarief van de niet-verplichte bijdrage, wordt als volgt vastgesteld .

- voor de personen die geen inschrijvingsgeld betalen : 20,00 EUR ;
- voor de andere personen · 10,00 EUR ,

met een maximum van 30,00 EUR per familie

Het bedrag van het voornoemde bijdrage moet verplicht worden teruggestort aan de V.Z.W. "Les amis de l'académie de musique de Woluwe-Saint-Pierre".

Kosten voor de verhuur van een muziekinstrument

Artikel 7.-

Het tarief van de jaarlijkse retributie wordt als volgt vastgesteld :

- plastieken fluit : 25,00 EUR ;
- dwarsfluit : 75,00 EUR ;
- gitaar, viool, cello, klarinet, trompet, hobo . 75,00 EUR ;
- contrabas, fagot, saxofoon . 85,00 EUR.

Artikel 8.-

Indien een muziekinstrument in de loop van het jaar wordt terugbezoigd, zal een terugbetaling van de betaalde retributie geschieden berekend naar evenredigheid van het aantal verstreken maanden. Elke aangevatte maand zal verschuldigd zijn.

KUNSTACADEMIE

Artikel 9 -

Er wordt, voor het schooljaar 2018-2019, een inschrijvingsgeld voor de Franstalige kunstacademie evenals een bijdrage voor de V.Z.W. "Les amis de l'académie", ACAD'AMI, vastgesteld.

Inschrijvingsgeld

Artikel 10 -

Het bijwonen van de lessen van de kunstacademie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Regering van de "Fédération Wallonie-Bruxelles".

Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden teruggestort aan de "Fédération Wallonie-Bruxelles"

De "Fédération Wallonie-Bruxelles" zal ingeval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 11.-

Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de kinderen geboren tussen 15 10.2000 en 31 12.2006 inbegrepen . 74,00 EUR ;
- voor de personen geboren vóór 15 10.2000 en ingeschreven in het verplicht onderwijs, hoger of sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap · 74,00 EUR ;
- voor de andere personen geboren vóór 15 10 2000 · 184,00 EUR.

Artikel 12.-

Zijn van het inschrijvingsgeld vrijgesteld .

- de kinderen geboren na 31.12 2006 ;
- de kinderen ouder dan 12 jaar ingeschreven in het lager onderwijs ,
- de werkzoekenden in de stageperiode van beroepsintegratie ;
- de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen ,
- de kinderen ten laste van een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze en met het statuut van gezinshoofd ;
- de personen die genieten van een leefloon of één van hun kinderen ten laste ;
- de personen met een handicap of één van hun kinderen ten laste
- de pensioengerechtigde personen onder het G.R.A.P.A. statuut ,
- het derde kind en de volgende ingeschreven in een academie (de jongste kinderen) ;
- de personen die al hun inschrijvingsgeld in een andere secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstelling hebben betaald ,
- de personen ingeschreven in de Kunsthumaniora artistieke wetenschappen georganiseerd in de secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstellingen ;
- de personen ingeschreven in het beroeps of technisch secundair onderwijs in overgang of kwalificatie , sector 6 ; Toegepaste Kunsten, groepen , decoratieve Kunsten, grafische Kunsten, audiovisuele of edelsmeedwerk ;
- de personen ingeschreven in het secundair Kunst onderwijs in overgang of kwalificatie, sector 10, Schone-Kunsten, groepen : Kunsten en wetenschappen, Plastische Kunst of Dans

Artikel 13.-

De personen die kunnen vrijgesteld worden van het inschrijvingsgeld dienen een document, gedateerd van de maand september te verstrekken aan de academie als

bewijs dat aantoonde dat aan de gestelde vrijstellingsvoorwaarden is voldaan.

Bijdrage voor de V.Z.W. "Les amis de l'académie, l'ACAD'AMIS"

Artikel 14.-

Het tarief van de niet-verplichte bijdrage, wordt vastgesteld op 20,00 EUR per persoon. Het bedrag van het voornoemde bijdrage moet verplicht worden teruggestort aan de V.Z.W. "Les amis de l'académie, l'ACAD'AMIS"

DIVERSE BEPALINGEN

Retributieplichtige

Artikel 15.-

De retributie is verschuldigd door de persoon ingeschreven in de academie of, in geval een minderjarig kind, door hun ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Artikel 16 -

Het inschrijvingsgeld en de eventuele bijdrage zijn ofwel onmiddellijk betalend op het ogenblik van de inschrijving, ofwel door overschrijving op de rekening van de academie uiterlijk op 30 september.

De retributie voor de verhuur van een muziekinstrument is betalend door overschrijving op de rekening van de academie

Artikel 17.-

De invordering van de retributie wordt verdergezet langs elke gerechtelijke weg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 onthoudingen

Onthoudingen . Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vamsel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut.

22.05 2018/A/0017 **CC - Règlement-redevance relatif à l'académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu le décret du Gouvernement flamand du 31.07.1990 relatif à l'enseignement-II ;

Vu le décret du Gouvernement flamand du 09.03.2018 relatif à l'enseignement artistique à temps partiel, notamment l'article 91 ;

Vu le courrier électronique du 31.03.2018 de l'"Agentschap voor Onderwijsdiensten" communiquant les nouveaux tarifs des droits d'inscription ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif à l'académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2018-2019, un droit d'inscription à l'académie néerlandophone, une cotisation pour l'A S B.L. "Vriendenkring van de Gemeentelijke Muziekacademie van Sint-Pieters-Woluwe", ainsi qu'une redevance en cas de location d'instruments de musique.

Droit d'inscription

Article 2 -

La fréquentation de l'académie est soumise au paiement du droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement Flamand.

Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé au Gouvernement Flamand.

Le Gouvernement Flamand ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif

Article 3.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les jeunes (nés après le 31.12.2000) avec tarif réduit : 42,00 EUR ;
- pour les autres jeunes (nés après le 31.12.2000) : 65,00 EUR ,
- pour les jeunes qui suivent seulement une initiation : 75,00 EUR ;
- pour les adultes avec tarif réduit : 129,00 EUR ;
- pour les autres adultes : 307,00 EUR.

Article 4.-

Les personnes suivantes et les personnes à leur charge bénéficient d'un droit d'inscription réduit si le document requis est fourni :

- les chômeurs complets indemnisés ;
- les personnes bénéficiant du revenu d'intégration ,
- les personnes handicapées ;
- les résidents d'une institution de famille d'accueil ou d'une institution médico-sociale ;
- les réfugiés politiques reconnus.

Article 5.-

Les attestations et certificats qui justifient le droit d'inscription réduit doivent être valables au mois de septembre de l'année scolaire pour laquelle la réduction est demandée.

Article 6.-

Un jeune qui est né après le 31.12.2000 paie un droit d'inscription réduit :

- si un autre membre de la même catégorie d'âge (résidence principale à la même adresse) a déjà payé le droit d'inscription dans la même académie ou dans une autre académie artistique à horaire réduit ,
- pour chaque nouvelle inscription dans une nouvelle discipline d'enseignement dans la même ou dans une autre académie artistique à horaire réduit

Article 7.-

Tous les jeunes de 18 à 24 ans bénéficient par définition du tarif réduit pour adultes. Il n'y a pas de documents spécifiques requis

Cotisation pour l'A.S.B.L. "Vriendenkring van de Gemeentelijke Muziekacademie van Sint-Pieters-Woluwe"

Article 8.-

Le tarif de la cotisation est fixé comme suit :

- pour les jeunes avec tarif réduit : 10,00 EUR ,
- pour les autres jeunes : 10,00 EUR ,
- pour les adultes avec tarif réduit : 6,00 EUR ,

- pour les autres adultes : 5,00 EUR

Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A.S.B.L. "Vriendenkring van de Gemeentelijke Muziekacademie van Sint-Pieters-Woluwe".

Frais de location d'un instrument de musique

Article 9.-

Le tarif pour la redevance annuelle est fixé comme suit

- guitare, violon, violoncelle, clarinette, trompette, hautbois, flute, cor, cor, trombone, tuba : 50,00 EUR ;
- contrebasse, basson, saxophone, harpe : 75,00 EUR.

Redevable

Article 10.-

La redevance est due par la personne inscrite à l'académie ou, en cas d'enfant mineur, par ses parents ou toute autre personne légalement responsable

Article 11.-

Le droit d'inscription et la cotisation sont payables directement au moment de l'inscription.

La redevance pour la location d'un instrument de musique est payable directement à la réception de l'instrument

Article 12.-

Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 20 votes positifs, 12 abstentions.

Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vamsel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut

GR - Retributiereglement betreffende de Nederlandstalige academie van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Regering van 31.07.1990 betreffende het onderwijs-II ;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Regering van 09 03 2018 betreffende het deeltijds kunstonderwijs, met name artikel 91 ;

Gelet op de e-mail van 31.03.2018 van het Agentschap voor Onderwijsdiensten die de nieuwe tarieven van het inschrijvingsgeld verstrekt ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige academie van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen ·

Artikel 1 -

Er wordt, voor het schooljaar 2018-2019, een inschrijvingsgeld voor de Nederlandstalige academie, een bijdrage voor de V.Z.W "Vriendenkring van de Gemeentelijke Muziekacademie van Sint-Pieters Woluwe" evenals een retributie in geval van de verhuur van muziekinstrumenten, geheven

Inschrijvingsgeld

Artikel 2 -

Het bijwonen van de lessen van de academie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Vlaamse Regering.

Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden teruggestort aan de Vlaamse Regering.

De Vlaamse Regering zal ingeval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 3.-

Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de jongeren (geboren na 31 12.2000) met verminderd tarief : 42,00 EUR ;
- voor de andere jongeren (geboren na 31 12.2000) · 65,00 EUR ;
- voor de jongeren die enkel initiatie volgen · 75,00 EUR ;
- voor de volwassenen met verminderd tarief . 129,00 EUR ;
- voor de andere volwassenen · 307,00 EUR.

Artikel 4.-

De volgende personen en de personen die zij ten laste hebben, komen in aanmerking voor een verminderd inschrijvingsgeld als ze het daartoe vereiste document voorleggen .

- de uitkeringsgerechtigde werklozen ,
- de leefloners ;
- de personen met een handicap ;
- de residenten van een gezinsvervangend tehuis of van een medisch-pedagogische instelling ;
- erkende politieke vluchtelingen.

Artikel 5.-

De attesten en bewijzen die het verminderd inschrijvingsgeld rechtvaardigen, moeten geldig zijn in de maand september van het schooljaar waarvoor de korting wordt aangevraagd.

Artikel 6.-

Een jongere die geboren is na 31.12.2000 betaalt verminderd inschrijvingsgeld :

- indien een ander lid van dezelfde leefeenheid (hoofdverblijfplaats op hetzelfde adres) het inschrijvingsgeld al heeft betaald in dezelfde of in een andere academie voor deeltijds kunstonderwijs ;
- voor iedere extra inschrijving in een andere studierichting in dezelfde of in een andere academie voor deeltijds kunstonderwijs

Artikel 7.-

Alle 18- tot 24-jarigen vallen per definitie onder het verminderd tarief voor volwassenen. Hiervoor moeten geen specifieke documenten worden voorgelegd.

Bijdrage voor de V.Z.W. "Vriendenkring van de Gemeentelijke Muziekacademie van Sint-Pieters Woluwe"

Artikel 8 -

Het tarief van de bijdrage wordt als volgt vastgesteld .

- voor de jongeren met verminderd tarief : 10,00 EUR ;
- voor de andere jongeren : 10,00 EUR ;
- voor de volwassenen met verminderd tarief 6,00 EUR ;
- voor de andere volwassenen : 5,00 EUR.

Het bedrag van de vooiioemde bijdrage moet verplicht worden teruggestort aan de V.Z.W. "Vriendenkring van de Gemeentelijke Muziekacademie van Sint-Pieters Woluwe"

Kosten voor de verhuur van een muziekinstrument

Artikel 9.-

Het tarief van de jaarlijkse retributie wordt als volgt vastgesteld .

- gitaar, viool, cello, klarinet, trompet, hobo, fluit, cornet, hoorn, trombone, tuba
· 50,00 EUR ,
- contrabas, fagot, saxofoon, harp . 75,00 EUR.

Retributieplichtige

Artikel 10.-

De retributie is verschuldigd door de persoon ingeschreven in de academie of, in geval een minderjarig kind, door hun ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Artikel 11.-

Het inschrijvingsgeld en de bijdrage zijn onmiddellijk te betalen op het ogenblik van de inschrijving

De retributie voor de verhuur van een muziekinstrument is onmiddellijk te betalen bij ontvangst van het muziekinstrument.

Artikel 12.-

De invordering van de retributie wordt verdergezet langs elke gerechtelijke weg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

Onthoudingen · Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vansel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut

22.05.2018/A/0018 **CC - Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2019 - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.01.2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 4/1 ,

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2019, pour autant que la commune émette avant le 30.06.2018 le souhait de bénéficier de ce service ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,

DECIDE :

Article 1.-

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2019

Article 2.-

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision à l'administration fiscale régionale conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.01.2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 12 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 20 votes positifs, 12 abstentions.

Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vainsel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut.

GR - Reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2019 - Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 23 12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13, § 2 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 01.2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 4/1 ;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2019 in zoverre de gemeente vóór 30.06 2018 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT ·

Artikel 1 -

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2019.

Artikel 2 -

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26.01.2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed

32 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Sophie Liègeois, Odile Callebaut.

Secrétariat - Secretariaat

22.05.2018/A/0019 **CC - Motion relative à la campagne "Rendons notre commune hospitalière" (Collège des Bourgmestre et Echevins)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion relative à la campagne "Rendons notre commune hospitalière"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Entendu les interventions de M. Christophe DE BEUKELAER, échevin, de Mme Alexia BERTRAND, de Mme Cécile VAINSEL, de M. Aurélien DE BAUW, conseillers communaux, de M. B. CEREXHE, bourgmestre, et de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

Considérant les amendements présentés en séance relativement, d'une part, aux contacts préparatoires à la présentation de la motion et, d'autre part, à une formulation plus précise et plus complète des engagements du Conseil communal ;

DECIDE d'adopter la motion suivante .

"Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables (Déclaration universelle des droits de l'homme ; Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ; Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) ;

Vu les engagements pris par la Belgique en matière de protection des réfugiés dans le cadre de la Convention de Genève de 1951 ;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et de jouir de droits économiques, sociaux et culturels ;

Considérant la multiplication des crises et la prolongation des conflits armés entraînant l'exil de millions de femmes, d'hommes et d'enfants ;

Considérant que l'accueil des migrants n'est pas le seul fait des compétences fédérales, que le vivre ensemble relève aussi de l'échelon le plus proche des citoyens que constitue la commune ;

Considérant que c'est à l'échelon local que la convivialité et la rencontre peuvent se construire entre tous les citoyens d'une commune ;

Considérant l'importance de l'accueil dans le parcours d'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile ;

Considérant la campagne « Rendons notre commune hospitalière » lancée par le Centre national de coopération au développement (ci-après « CNCD ») ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par l'intermédiaire de son CPAS, a déjà développé une série d'initiatives visant à mettre en place des conditions d'accueil des migrants conformes à la dignité humaine, notamment :

La mise en place d'une initiative locale d'accueil (« ILA ») pour les demandeurs d'asile ;

La mise en place d'un accompagnement des résidents de l'ILA, par les assistants sociaux du C P A.S., dans leurs démarches sociales, administratives et médicales ;

Le suivi personnalisé des réfugiés reconnus dans leur recherche de logement ;

L'aide sociale de première ligne aux migrants en situation administrative irrégulière (aide médicale, logement de transit,...) ;

Considérant le manque d'information des citoyens concernant l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et, en particulier, sur les actions et engagements actuels de la commune ;

Considérant les nombreuses initiatives citoyennes et associatives développées à Woluwe-Saint-Pierre dans lesquelles s'impliquent de nombreux concitoyens ;

Le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre :

ADOpte le texte de la motion visant à déclarer Woluwe-Saint-Pierre Commune hospitalière ;

PREND la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des migrants sur le territoire de la commune ;

S'ENGAGE à informer les habitants de la commune sur les actions menées par les autorités communales s'agissant de l'accueil des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile notamment par des publications à ce sujet dans le bulletin d'information communal, le « Wolumag »,

S'ENGAGE à sensibiliser la population sur les migrations et l'accueil de l'autre, cela entre autres en informant les habitants sur les actions menées par les associations et collectifs citoyens à Woluwe-Saint-Pierre en vue d'apporter un accueil et une aide matérielle aux migrants et en créant sur le site internet de la commune une page dédiée à ces actions ;

S'ENGAGE à délivrer une information claire et précise aux migrants concernant leurs droits et ce, peu importe leur situation administrative.

S'ENGAGE à faciliter l'accès à l'aide médicale urgente ;

S'ENGAGE à défendre auprès des autorités fédérales compétentes un financement équitable des initiatives locales d'accueil (ILA) afin de pouvoir maintenir l'accueil, le séjour et l'encadrement des réfugiés et des demandeurs d'asile notamment à travers les structures mises en place dans la commune (ILA et autres) ;

S'ENGAGE à collaborer avec les associations, et collectifs citoyens dans leur action d'accueil des migrants, en essayant de trouver ensemble des solutions aux problèmes posés et aux difficultés rencontrées, notamment dans le domaine de l'hébergement.

S'ENGAGE à soutenir la formation et l'intégration socio-professionnelle des réfugiés et demandeurs d'asile (parcours d'intégration, organismes communaux d'intégration socio-professionnelle, cours de langue, accès aux écoles communales pour les

MENA...)

S'ENGAGE à maintenir l'accompagnement des réfugiés et demandeurs d'asile dans leurs démarches d'inscription dans les écoles, les bibliothèques, les centres sportifs et les mouvements de jeunesse, de la commune ;

S'ENGAGE à rappeler que les opérations policières envers tous les individus et notamment migrants en situation administrative irrégulière, réfugiés et demandeurs d'asile se fassent dans le respect de leurs droits fondamentaux ;

REFUSE toute discrimination, tout amalgame et propos discriminatoires de tout ordre et notamment à l'égard des migrants ,

DEMANDE aux autorités belges compétentes et concernées de remplir pleinement leurs obligations en matière de relocalisation et de réinstallation des réfugiés et se déclare solidaire des communes en Europe confrontées à un accueil important de réfugiés,

MARQUE sa ferme opposition à toute forme de politique migratoire qui entraîne des violences et des violations des droits humains des personnes migrantes ainsi que des citoyens leur apportant secours."

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Motie met betrekking tot de campagne "Laten we onze gemeente gastvrij maken" (College van Burgemeester en Schepenen)

DE RAAD,

Gelet op het dossier betiteld "Motie met betrekking tot de campagne "Laten we onze gemeente gastvrij maken"", ingeschreven op de dagoide van deze zitting op verzoek van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Gehoord de interventies van Dhr Christophe DE BEUKELAER, schepen, van Mw. Alexia BERTRAND, van Mw. Cécile VAINSEL, van Dhr Aurélien DE BAUW, gemeenteraadsleden, van Dhr. B. CEREXHE, burgemeester, en van Mw. Anne-Charlotte d'URSEL, gemeenteraadslid ;

Overwegende de in zitting voorgestelde amendementen betreffende, enerzijds, de voorbereidende contacten voorafgaand aan de voorstelling van de motie en, anderzijds, een nauwkeurigere en meer volledige formulering van de verbintenissen van de Gemeenteraad ;

BESLUIT onderstaande motie aan te nemen .

"Gelet op de Europese en internationale verbintenissen die België is aangegaan inzake de naleving van de fundamentele rechten en vrijheden van mensen, in het bijzonder van de meest kwetsbaren (Universele verklaring voor de Rechten van de Mens , Europees verdrag voor de Bescherming van de Rechten van de Mens ; Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten) ;

Gelet op de verbintenissen die België is aangegaan inzake de bescherming van vluchtelingen in het kader van de Conventie van Genève van 1951 ;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet dat aan eenieder het recht geeft om een menswaardig leven te leiden en dat zegt dat de economische sociale en culturele rechten wettelijk gewaarborgd zijn ;

Overwegende het toenemend aantal internationale crisissen en de langere duur van gewapende conflicten waardoor miljoenen vrouwen, mannen en kinderen op de vlucht moeten slaan ,

Overwegende dat de opvang van migranten niet alleen op federaal niveau gebeurt maar ook op het niveau dat het dichtste bij de burger staat, met name de gemeente ;

Overwegende dat het op het lokale niveau is dat er samenhang en ontmoetingen kunnen plaatsvinden tussen alle burgers van een gemeente ;
Overwegende dat de opvang van vluchtelingen en asielzoekers van belang is in hun integratieparcours ,
Overwegende de campagne « Laten we onze gemeente gastvrij maken » die gelanceerd is door het Nationaal Centrum voor samenwerking en ontwikkeling ;
Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe via het OCMW reeds een reeks initiatieven ontwikkeld heeft die ertoe strekken om menswaardige opvangmogelijkheden op poten te zetten, meer bepaald

- Het opzetten van een lokaal opvanginitiatief (« LOI ») voor asielzoekers ,
- Het opzetten van begeleiding van mensen die in een LOI verblijven, door sociaal assistenten van het OCMW, in alles wat ze moeten ondernemen op sociaal, administratief en medisch vlak ,
- Een geïndividualiseerde opvolging van erkende vluchtelingen in hun zoektocht naar een woning ;
- Sociale eerste lijn-hulp voor migranten wiens administratieve situatie niet regulier is (medische hulp, transitwoning,...)

Overwegende dat er een gebrek aan informatie is bij de burgers over de opvang van vluchtelingen en asielzoekers op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, en meer bepaald over de huidige acties en engagementen die de gemeente is aangegaan ;

Overwegende dat er reeds talrijke burgerinitiatieven zijn genomen in Sint-Pieters-Woluwe waar heel veel medeburgers bij betrokken zijn ;

De Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe .

KEURT de motie die van Sint-Pieters-Woluwe een gastvrije gemeente wil maken GOED ,

NEEMT zich resoluut voor om de fundamentele rechten van migranten op het grondgebied van de gemeente na te leven ;

VERBINDT ER ZICH TOE om de inwoners van de gemeente te informeren over de acties die gevoerd worden door de gemeente die betrekking hebben op de opvang van migranten, vluchtelingen en asielzoekers, meer bepaald door middel van publicaties in het gemeentelijk informatieblad “Wolumag” ;

VERBINDT ER ZICH TOE om de bevolking te sensibiliseren over de migratieproblematiek en de opvang van migranten, door onder meer de inwoners van de gemeente te informeren over de acties die worden gevoerd door verenigingen en burgergroeperingen in de gemeente om opvang en materiele hulp te bekomen voor migranten en door een webpagina te maken op de website van de gemeente speciaal voor deze acties ;

VERBINDT ER ZICH TOE om duidelijke en juiste informatie te geven aan de migranten aangaande hun rechten, en dit onafgezien van hun administratieve situatie ;

VERBINDT ER ZICH TOE om de toegang tot dringende medische hulp makkelijker te maken ,

VERBINDT ER ZICH TOE om bij de bevoegde federale overheden een billijke financiering te bepleiten voor lokale opvanginitiatieven zodat de opvang, het verblijf en de omkadering van vluchtelingen en asielzoekers kan behouden blijven, meer bepaald via de plaatselijke structuren die reeds bestaan in de gemeente (LOI en andere) ,

VERBINDT ER ZICH TOE om samen te werken met verenigingen en burgergroeperingen in hun werk voor de opvang van migranten, door samen oplossingen proberen te vinden voor de problemen en moeilijkheden die zij

ondervinden, met name op vlak van huisvesting ;

VERBINDT ER ZICH TOE om de opleiding en de socio-professionele integratie van vluchtelingen en asielzoekers te ondersteunen (integratietraject, gemeentelijke socio-professionele integratieorganismen, taallessen, toegang tot de gemeentelijke scholen voor niet begeleide minderjarigen, ...) ,

VERBINDT ER ZICH TOE om de omkadering en hulp aan vluchtelingen en asielzoekers bij administratieve formaliteiten (inschrijving in de scholen, bibliotheken, gemeentelijke sportcentra en jeugdbewegingen, ...) te behouden ;

VERBINDT ER ZICH TOE om heraan te herinneren dat politieacties jegens personen, en mee in het bijzonder jegens mensen zonder papieren, vluchtelingen en asielzoekers, steeds met respect voor hun fundamentele rechten zouden verlopen ;

SPREEKT ZICH UIT TEGEN elke vorm van discriminatie, discriminerende uitlatingen en veralgemeningen van welke aard dan ook, en meer bepaald jegens de migranten ;

VRAAGT aan de bevoegde en betrokken Belgische overheden om hun verplichtingen volledig na te komen inzake herlokalisatie en hervestiging van vluchtelingen en verklaart zich solidair met de gemeenten in Europa die ook in belangrijke mate met opvang van vluchtelingen geconfronteerd worden ,

SPREEKT ZICH uitdrukkelijk uit TEGEN elke vorm van migratiebeleid dat geweld en schendingen van de mensenrechten van migranten en van mensen die hen steun verlenen met zich mee brengt."

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

32 stemmen : 32 positieve stemmen.

22.05.2018/A/0020 **CC - Interpellation - "Accueil des migrants" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Accueil des migrants"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND ·

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée ·

"Monsieur le Bourgmestre,

Vous avez déposé un projet de motion visant à déclarer Woluwe-Saint-Pierre commune hospitalière.

Cette démarche est aujourd'hui lourde de sens. En effet, depuis de nombreux mois, 40.000 citoyens belges se mobilisent dans un immense élan de solidarité pour nourrir, héberger, et offrir un peu de dignité à 500 migrants, hommes, femmes et enfants ; 40 000 citoyens se sont mobilisés face à l'incurie et à l'incapacité tragique de l'Etat à garantir un accueil digne et respectueux de la personne humaine.

Au contraire, des exactions policières sont rapportées régulièrement sur les personnes des migrants. Des objets personnels leur sont confisqués, des mises à nu voire des coups leur sont portés. Certains se font chasser du parc et refouler vers la gare, puis sont renvoyés de la gare vers le parc, sans pouvoir trouver le sommeil.

Bientôt peut-être, au Centre fermé 127 bis, seront placés des enfants en détention avec leur famille.

Les pouvoirs publics ont failli à leur mission.

Car notre dignité, nous la devons aujourd'hui à ces citoyens solidaires qui ont sacrifié du temps, de l'énergie et qui ont pris des risques pour garantir l'exercice de missions de service public, sans qu'aucun moyen ne leur ait été accordé en retour.

Parmi ces citoyens, nombre d'entre eux habitent la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

Leurs bras restent grand ouverts, mais ils attendent clairement un signal de notre part.

Nous sommes, je l'espère, une commune hospitalière

Alors ne restons pas les bras croisés, et démontrons que nous le sommes effectivement.

Monsieur le bourgmestre, pouvons-nous mettre à disposition un lieu à WSP permettant d'accueillir une quinzaine de lits ? L'encadrement serait effectué par les citoyens de la plateforme.

D'autres communes bruxelloises l'ont fait avant nous. Nous ne devons pas accueillir toute la misère du monde. Mais nous devons assurément prendre notre part. Pour que ces mauvais traitements cessent, pour que l'hébergement en centre fermé des enfants ne puisse pas devenir une réalité, et pour rendre à l'Etat sa dignité et son sens des responsabilités.

C'est ce que les citoyens de notre commune attendent de nous." ,

2 la réponse qui lui est donnée par M. Christophe DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

22.05.2018/A/0021 **CC - Motion "Woluwe-Saint-Pierre - Commune hospitalière" (Mme Cécile VAINSEIL)**

LE CONSEIL,

PREND ACTE du retrait par Mme Cécile VAINSEIL, conseiller communal, de sa motion intitulée "Woluwe-Saint-Pierre - Commune hospitalière".

Le Conseil prend acte.

32 votants · 32 votes positifs.

22.05.2018/A/0022 **CC - Interpellation - "Placement de caméras par notre Zone de Police" (M. Michel VANDERCAM)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Placement de caméras par notre Zone de Police"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Michel VANDERCAM, conseiller communal ;

ENTEND .

1. l'interpellation de M. Michel VANDERCAM, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

J'interpelle dans le cadre du placement de caméras par notre Zone de Police.

Ce 7 mai, à la surprise des habitants du 1 rue Van Bever, des ouvriers ont creusé et aménagé le trottoir pour y placer un pylône de 12m de haut, aux dires

des ouvriers, pour recevoir une caméra de surveillance, surmontée d'une antenne émettrice qui la reliera à sa centrale.

On a également appris le placement d'une deuxième caméra, en face au-dessus du panneau d'affichage communal, à l'entrée du terrain de football Kelle

Je souhaiterais savoir quels éléments de sécurité, d'intérêt pour la sécurité ou de menace sur la sécurité, ont amené le choix de placement à ces endroits, le quartier n'étant pas réputé comme criminogène. Quelles raisons, a priori légitimes, ont commandé ce choix d'endroit ?

Ensuite, comment se fait-il que les habitants du numéro 1 rue Van Bever, n'aient pas été informés, voire concertés, pour les rassurer quant au respect de leur vie privée, la caméra pouvant balayer à 360° et ainsi filmer leur vie quotidienne derrière les vitres de leur appartement.... ?

Des précautions sont-elles bien prises pour respecter absolument la vie privée des habitants, de ceux du numéro 1 en particulier ?

Et qu'en est-il du rayonnement électromagnétique de l'antenne d'émission placée près de l'habitation ? Peut-on être rassuré à ce propos ?

J'attends avec intérêt vos éléments de réponse, comme certains habitants du quartier qui voudraient être rassurés et éclairés." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

22.05.2018/A/0023 **CC - Interpellation - "Existence d'une photothèque communale" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Existence d'une photothèque communale"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée
"Monsieur le Bourgmestre,
On en parle depuis longtemps, où en est la mise en place d'une photothèque communale ?
Les photos prises par le photographe communal pourrait être mise à disposition des habitants, associations et autres sous certaines conditions
Ces photos sont en principe libres de droits. Rien ne devrait donc empêcher qu'elles soient disponibles.
Comment doit-on procéder pour y avoir accès ?
Accessoirement, sur le site internet de la commune, on trouve une photothèque qui a débuté ... au carnaval 2018.
Certaines manifestations y sont depuis représentées, d'autres pas.
Quelles sont les règles qui régissent cette photothèque du site internet ?
Où sont les photos prises avant ?
Comment fais-je pour obtenir une photo du square Montgomery par exemple ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

22.05 2018/A/0024 **CC - Interpellation - "Cadastre des rémunérations des représentants communaux" (M. Aymeric de LAMOTTE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Cadastre des rémunérations des représentants communaux", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

En avril dernier, le conseil communal avait adopté une motion à l'unanimité pour la création d'un cadastre des rémunérations des représentants communaux dans toutes les structures publiques communales. Cette motion prévoyait de rendre son accès public à l'aide d'un lien sur le site internet de la commune pour le début de l'année 2018. Le but étant que tous les habitants aient librement et facilement accès à ces rémunérations.

Nous sommes aujourd'hui en mai 2018 et je me permets dès lors de venir aux nouvelles à propos de l'avancement de cet engagement. Sauf erreur, ce lien n'est toujours pas disponible. Pourriez-vous m'indiquer où nous en sommes ?"

-
2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre ,
- 3 de même que l'intervention de M Jean-Claude LAES, conseiller communal

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

22.05.2018/A/0025 **CC - Interpellation - "Présence de graffitis" (M. Aurélien DE BAUW)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Présence de graffitis", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'échevin De Keyser et monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Suite à une lecture d'un article de presse sur notre commune voisine Woluwe-Saint-Lambert, Il m'a semblé opportun de refaire le point sur les nombreuses interpellations sur le sujet que nous avons mises à l'ordre du jour. En effet, nous pouvons y lire ceci : « Lors de leurs tournées, les gardiens de la paix recensent les tags présents dans l'espace public. Lorsqu'un agent communal constate qu'un graffiti, visible depuis l'espace public, a été apposé sur un bien privé, le propriétaire est informé par courrier recommandé de la possibilité de faire nettoyer gratuitement cette souillure par les services communaux. Pour bénéficier de ce nettoyage gratuit, le propriétaire doit introduire une demande

dans les 3 mois qui suivent la réception du courrier (ou faire nettoyer à ses frais).

Malgré cette offre, la commune constate qu'encore beaucoup de propriétaires ne donnent pas suite à ce courrier et ne font pas nettoyer les marquages indésirables. Pour éviter ce type de comportement, les autorités communales sanctionnent les propriétaires négligents. Si après trois mois, aucune démarche n'a été entamée pour faire enlever le tag, une taxe de 500 euros par mois peut être réclamée au propriétaire du bien jusqu'à ce qu'il procède au nettoyage »

Je souhaiterais poser les questions suivantes sur ce dossier .

- Les gardiens de la paix sont-ils autant proactifs dès qu'ils voient un graffiti sur une façade privée ?
- Envoyent-ils également un courrier recommandé à chaque propriétaire ?
- N'appliquerions-nous pas aussi cette taxe de 500 euro par mois si le propriétaire ne demande pas le nettoyage après 3 mois ?
- Combien de demandes de nettoyage de bâtiments privée avez-vous reçu en 2017 ?
- Pourquoi sommes-nous encore (après ma dernière interpellation) une des seules communes bruxelloises où nous n'arrivons pas à voir la procédure de contact pour bénéficier du service de nettoyage gratuit à suivre sur internet ? Comment les habitants sont-ils au courant de ce service gratuit ? Je ne suis pas arrivé à trouver sur le site tandis que les autres communes l'ont bien référencé sur les moteurs de recherche ?
Bien qu'il soit louable d'avoir une ambition digitale pour notre commune en ce qui concerne la communication mais ce que je souhaiterais en 2018, c'est qu'elle soit quelque peu dirigée vers les citoyens." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M Damien DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.